

Guerre en Ukraine : la Suisse renonce à sa neutralité de Ulrich Schlüer

**Après le déclenchement de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, le Conseil fédéral suisse a décidé le 28 février 2022 de reprendre les sanctions de l'UE contre la Russie. Selon lui, cette décision n'affecte pas la neutralité de la Suisse. Mais ce point de vue du Conseil fédéral est très controversé. L'ancien conseiller national suisse Ulrich Schlüer, par exemple, arrive à une conclusion diamétralement opposée. Voyez ci-dessous son point de vue...**

« Dis-moi, es-tu avec moi ou contre moi ? »
En posant cette question, les parties en conflit demandent souvent une prise de position claire. Ainsi en est-il dans le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine. Avant même le début de la guerre, la Russie voulait connaître la position de la Suisse neutre. La réponse du conseiller fédéral Ignazio Cassis peut paraître étonnante : il a répondu que la position de la Suisse est définie par l'OSCE. Après le déclenchement de la guerre, le Conseil fédéral a montré comment il interprétait la neutralité de la Suisse en décidant, le 28 février 2022, de reprendre les sanctions de l'UE contre la Russie. Cette décision n'affecte pas la neutralité de la Suisse, ont expliqué les membres du Conseil fédéral à la presse. Le « droit à la neutralité », qui oblige l'Etat neutre à ne pas favoriser militairement les parties en conflit dans une guerre entre Etats, continuera d'être respecté. Ce point de vue du Conseil fédéral est toutefois très controversé. L'ancien conseiller national suisse et rédacteur en chef du magazine « Schweizerzeit », Ulrich Schlüer, par exemple, arrive à une conclusion diamétralement opposée. Voyez ci-dessous son point de vue, qu'il a publié dans le magazine « Schweizerzeit » du 8 avril 2022, ici dans une version légèrement abrégée :
Une décision de principe a été prise au sein de l'OTAN : il n'y aura pas de soutien militaire à l'Ukraine. Les Etats-Unis considèrent que le risque que l'intervention militaire de l'OTAN provoque l'utilisation d'armes nucléaires par la Russie est trop élevé. Pour l'OTAN, il n'est pas non plus question de rester à l'écart. Avec le soutien de l'UE, elle a décidé de faire tomber la Russie par le biais de sanctions économiques drastiques. L'OTAN considère ses sanctions économiques comme un acte de guerre économique. Elles devraient contraindre Poutine à se retirer et à capituler. [...].

La Suisse, bien que reconnue comme pays neutre au regard du droit international, participe à ces sanctions économiques, rejoignant pour cela manifestement l'UE, même si l'UE et l'OTAN veulent que leurs sanctions soient considérées comme des actions substitutives à la guerre. En 1815, lors du Congrès de Vienne, la Suisse s'est déclarée, face à toutes les puissances qui dominaient à l'époque, comme un pays qui se voue à une « neutralité armée perpétuelle ». [...] La Suisse a fait reconnaître formellement sa « neutralité armée perpétuelle » par toutes les puissances dirigeantes. Depuis lors, tous les gouvernements de tous les pays ont été clairs : en tant que pays neutre, la Suisse renonce à prendre parti dans tout conflit armé ou assimilable à une guerre. De ce fait, la Suisse s'est également engagée à renoncer aux avantages économiques qu'un pays neutre pourrait éventuellement obtenir aux dépens des parties au conflit. [...] Certes, les pays qui ont été impliqués dans des guerres ont parfois critiqué la neutralité de la Suisse, selon l’adage : « Celui qui n'est pas avec moi est contre moi. » Mais la neutralité de la Suisse a toujours été respectée, notamment grâce à la reconnaissance de cette neutralité suisse, ancrée dans le droit international.

Il est vrai que la Suisse ne participe pas militairement à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, mais elle participe expressément, avec l'OTAN et l'UE, aux actions substitutives à la guerre, aux sanctions économiques, à la guerre économique contre l'un des deux partis en guerre. Mis sous pression par les médias et les politiciens obsédés par l'action, le faible Conseil fédéral s'est formellement rallié aux objectifs de sanctions de l'OTAN et de l'UE, justifiés comme substitut à la guerre. Le monde entier a compris cette prise de position du Conseil fédéral comme un renoncement de la Suisse à sa politique traditionnelle de neutralité. [...] S'associer aux actions substitutives à la guerre d'un parti, c'est renoncer à l'impartialité, c'est prendre parti. [...]

Appelé par la Russie à prendre clairement position, avant que la guerre ait commencé, Ignazio Cassis, le conseiller fédéral, s'est réfugié derrière la réponse selon laquelle la position de la Suisse sur le conflit Russie/Ukraine serait déterminée par l'OSCE. Nous posons une question à ce sujet : Le peuple souverain suisse a-t-il déjà délégué par référendum la cession de la souveraineté de notre pays en matière de politique étrangère à l'OSCE ? Qui a relégué la Suisse à une politique à la remorque des grands ? [...]

Le dommage causé est immense. Une seule mesure peut le corriger : Le pouvoir du peuple souverain, des citoyennes et des citoyens. Il doit être rendu possible par une initiative populaire qui ancre la Suisse dans la Constitution fédérale en tant qu'Etat neutre souverain et armé en permanence. [...]

C’était la contre voix d'Ulrich Schlüer.
Les citoyens doivent-ils décider de la conception de la neutralité de la Suisse ? Oui, il faut un article sur la neutralité intégrale dans la Constitution fédérale, qui exclue également les sanctions, estime l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, qui a déjà annoncé une initiative populaire en ce sens.

**de mfg**

**Sources:**

[www.schweizerzeit.ch/](https://www.schweizerzeit.ch/)Nr. 7, 8. April 2022, Artikel von Dr. Ulrich Schlüer

Schweizerzeit-Aktuell: „Es braucht eine Neutralitäts-Initiative!“
<https://schweizerzeit.ch/?playlist=879fd4b&video=2388439>

Christoph Blocher kündigt Volksinitiative zur Neutralität an:
<https://www.swissinfo.ch/ger/blocher-kuendigt-volksinitiative-zur-schweizer-neutralitaet-an/47423496>

Deutschland will Schweizer Munition an Ukraine liefern:
<https://www.srf.ch/news/international/krieg-in-der-ukraine-schweiz-verhindert-deutsche-munitionslieferung-in-die-ukraine>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#PolitiqueSuisse - [www.kla.tv/PolitiqueSuisse](https://www.kla.tv/PolitiqueSuisse)

#ConflitUkrainien - Conflit ukrainien - [www.kla.tv/ConflitUkrainien](https://www.kla.tv/ConflitUkrainien)

#UlrichSchlueer-fr - Ulrich Schlueer - [www.kla.tv/UlrichSchlueer-fr](https://www.kla.tv/UlrichSchlueer-fr)

#CommentairesMediatiques - Commentaires médiatiques - [www.kla.tv/CommentairesMediatiques](https://www.kla.tv/CommentairesMediatiques)

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung%26lang%3Dfr)

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.